

**Session Plénière du 25 Avril 2019**

**RAPPORT N°19.02.04 – Bilan d’Etape SRDEII**

**Intervention de Véronique PEAN**

Monsieur le président, Mesdames et Messieurs les conseillers régionaux, Mesdames et Messieurs les représentants de la presse, je vais vous demander votre plus grande attention.

Je ne voudrais pas qu’à l’occasion du débat sur le SRDEII, se reproduisent les bourdes – et quand je dis « bourdes », je suis polie – que celles que nous avons constatées au sujet du débat sur le SRADDET.

Pour mémoire, je rappellerai que le groupe du Rassemblement National s’y est opposé, en développant un certain nombre d’arguments de simple bon sens, qui auraient dû sauter aux yeux des conseillers LR et UDI en particulier s’ils avaient lu le dossier. Malgré cela nous avons eu la surprise de lire dans la presse que le conseil régional avait voté pour l’adoption du SRADDET à l’unanimité... à l’exception du Rassemblement national !

Je vous renvoie au procès-verbal de la séance du 18 décembre 2018, page 69, où les votes sont indiqués de la façon suivante :

- Pour : Socialistes, Radicaux et Démocrates (hormis Fabien Verdier) / Écologistes / Union de la Droite et du Centre / Pierre Commandeur
- Contre : Rassemblement National / Alexandre Cuignache
- Abstention : Fabien Verdier

Vos déclarations, Monsieur le Président, telles qu’elles ont été rapportées par la presse, reviennent à considérer comme négligeable le vote du groupe Rassemblement National. Puisque quand nous votons « contre » vous maintenez que vous avez fait l’unanimité. Je ne souhaite pas, là encore, pour des raisons de crédibilité de cet hémicycle et des travaux qui s’y font que cela se reproduise. Je vous demande donc votre plus grande attention.

Il s’agit donc aujourd’hui du « bilan d’étape » du Schéma régional de développement économique, d’innovation et d’internationalisation.

Qui dit bilan dit résultats, conclusions... C’est ce que nous allons voir.

Nous constatons que les points faibles du schéma présenté en décembre 2016 n’ont pas été traités : alors que selon vous 90 % du schéma est mis en œuvre, nous ne savons toujours pas où l’exécutif régional veut emmener la région ni quels sont ses objectifs en matière de développement économique. Consolider les points forts de l’économie régionale ? Renforcer ses points faibles ? Réindustrialiser les territoires ? Valoriser sa position géographique au cœur du pays ? Faire baisser le chômage de façon significative ? Protéger les producteurs et les productions régionales ? Tout ça à la fois sans doute mais nous ne voyons aucun axe, aucun sens. Vous courez après bien des lièvres à la fois... courir plusieurs lièvres à la fois signifie

tenter de prendre plusieurs lièvres en même temps au risque de n'en attraper aucun. C'est se lancer dans plusieurs projets simultanément au risque de tous les rater.

Et c'est bien ce qui pourrait arriver en voulant en même temps développer jusqu'à l'absurde l'économie sociale et solidaire... et l'artisanat ! L'ESS qui constitue dans de nombreux cas une concurrence déloyale aux entreprises marchandes; est-il raisonnable de dédier plus d'aides à l'ESS qu'à la création reprise de très petites entreprises ?

Nous avons à maintes reprises dénoncé le saupoudrage d'argent public alors que dans le même temps personne n'a vu de reprise significative de l'artisanat dans la région.

Vous visez la transition énergétique mais vous gomez en même temps du paysage l'énergie nucléaire. Faire de la transition écologique et énergétique un levier du développement économique, c'est un lieu commun – typique du politiquement correct. Personne ne veut maintenir un modèle basé sur des ressources qui s'épuisent... Cela dit avant que les énergies renouvelables puissent rendre le relais, il y aura nécessairement une étape ; un schéma de développement crédible doit se préoccuper de cette étape. Pour quelles raisons dans le schéma que vous proposez n'y est-il fait allusion ? A part des raisons idéologiques d'un autre âge, je ne vois pas...

L'essentiel de l'action de l'exécutif peut se résumer en une phrase : affirmer ne pas empêcher les acteurs économiques. Affirmer sa volonté de ne pas les empêtrer dans plus de charges, plus de contraintes, plus d'obligations. C'est en effet le *minimum minimorum* que vous puissiez faire.

Nous comprenons bien la nécessité ou se trouve l'exécutif de faire parler de lui et de son « action » mais tout de même, cessez de confondre communication et développement économique. Le propre du développement économique est de développer l'économie ; pas de faire de la communication autour de l'économie.

Où sont les résultats de ce schéma dont vous nous dites qu'il est mis en œuvre à 90 % ? Nous n'en trouvons pas trace. Nous voyons que des réunions, symposiums et autres séminaires ont été organisés la plupart du temps d'ailleurs à l'initiative des vrais acteurs (clusters, réseaux consulaires, entreprises, universités, laboratoires etc...) et que des conventions ont été signées tous azimuts. Bien, mais pour quels résultats concrets ? Il s'agit bien de développement économique, pas du développement de la réunionnité.

Le manque de données chiffrées, avant/après, décrédibilise ce bilan. Un bilan, ce n'est pas fait pour affirmer sans preuve. Si les résultats sont bons, on le dit, et on est fier de les afficher ; si ce n'est pas le cas – et personne ne vous en voudrait au vu des difficultés de l'économie française en ce moment, on le dit aussi. On explique pourquoi on n'a pas réussi à atteindre les objectifs... et on propose des correctifs, des améliorations.